Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2011)

Heft: 1916

Artikel: Economiesuisse, une organisation patronale peu soucieuse des intérêts de l'économie

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1025767

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Economiesuisse, une organisation patronale peu soucieuse des intérêts de l'économie

Jean-Daniel Delley • 26 juin 2011 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/17906

L'organisation faîtière a une conception pour le moins étroite de son rôle

Economiesuisse [2] , la fédération des entreprises suisses, est censée favoriser la création de conditions favorables à l'économie, les grandes entreprises actives au plan international comme les PME. Pourtant, à observer son comportement, on peut douter qu'elle remplisse sa mission.

Ainsi dans le dossier de l'énergie, economiesuisse peine à dégager une ligne politique qui puisse satisfaire l'ensemble de ses membres. Elle a très clairement opté en faveur des intérêts des puissants producteurs d'électricité et des distributeurs d'énergies fossiles. Si l'intérêt général de l'économie helvétique lui tenait vraiment à cœur, elle se serait prononcée sans hésitation pour l'abandon du nucléaire, une filière sans avenir. Et elle aurait milité pour un développement rapide des énergies renouvelables et une politique active d'économies d'énergie. Un choix justifié par la plus-value et la création d'emplois qualifiés que génère ce nouveau marché prometteur (DP 1914 [3]). Les positions rétrogrades d'economiesuisse ont suscité la création d'une nouvelle organisation patronale -Cleantech [4] -, consciente de l'importance et de la durabilité de ce marché.

Economiesuisse est en fait prisonnière de son idéologie. Elle croit que seul le marché est susceptible de conduire aux bons choix économiques. Et en fait elle défend une économie de *«grand-papa»*, celle des grandes entreprises, du productivisme, de la croissance quantitative. Ainsi son directeur a récemment encore manifesté son opposition au plan de la Confédération pour promouvoir une économie verte (DP 1915 [5]): les termes de plan et de subvention n'entrent pas dans les catégories mentales de l'organisation patronale.

En 2000 déjà, economiesuisse a pesé de tout son poids financier pour faire échouer un contre-projet à l'initiative pour un centime solaire: non à l'interventionnisme étatique, non à de nouvelles taxes. Cette taxe sur tous les agents énergétiques, soutenue par l'ensemble des acteurs économiques de la construction, de l'équipement technique des bâtiments, les paysans, l'économie forestière, les syndicats, les consommateurs et les associations de protection de l'environnement, aurait dégagé 300 à 400 millions par an pour encourager les énergies renouvelables et des investissements privés de l'ordre de 15 à 20 milliards. Et surtout un potentiel d'économie d'électricité équivalant à la production d'une centrale nucléaire, comme le rappelle Rudolf Strahm (*Tages-Anzeiger*, 7 juin). Le marché n'a pas répondu aux attentes et la Suisse a ainsi perdu une décennie dans la nécessaire transformation de sa politique énergétique. Au plus grand profit des électriciens et des pétroliers.

Economiesuisse, toujours en retard d'une guerre, a manifesté le même manque de discernement dans le dossier du secret et de la réglementation bancaires, ne se ralliant qu'à contre-cœur et tardivement aux réformes. Par contre elle manifeste une énergie jamais en défaut pour revendiquer des allégements fiscaux, ignorante de l'importance des prestations publiques pour le bon fonctionnement de l'économie. La récente votation neuchâteloise (DP 1916 [6]) la remplit d'aise et elle appelle les autres cantons à suivre cet exemple [7] . Moins d'Etat, moins d'impôts, ainsi se résume son programme.

Si l'économie suisse se porte bien, c'est malgré economiesuisse.